

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-fonds-vautours-planent-au-dessus-de-l-Argentine>

Les fonds vautours planent au dessus de l'Argentine

- Argentine - Économie - Dette externe -

Date de mise en ligne : lundi 2 février 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par El Correo

Paris, 2 février 2004

L'Argentine va vivre sous la menace d'une saisie de ses rares biens à l'étranger, plusieurs fonds "vautours" lui réclamant plus de 700 millions de dollars vont passer à l'action. Le porte-parole du ministère argentin de l'Economie, Armando Torres, a annoncé lors d'une conférence de presse que Buenos Aires avait renoncé à demander un nouveau délai au juge new-yorkais Thomas Griesa, en charge du dossier.

Les autorités argentines ont simplement précisé au juge avoir été victimes du retard mis par le FMI à approuver la première révision de l'accord signé en septembre.

Plusieurs fonds spéculatifs, dont la société EM Ltd du financier Kenneth Dart, veulent faire saisir des biens argentins, faute d'obtenir le remboursement de quelque 700 millions de dollars d'obligations.

Par avance, les autorités argentines ont minimisé l'ampleur des risques encourus par le pays latino-américain. La possibilité de saisie de biens argentins est "nulle", a assuré à une radio le ministre de l'Intérieur Anibal Fernandez. Le président de l'AAA, l'une des associations argentines de défense des petits porteurs, a admis qu'il "n'y a pas grand chose à saisir parce qu'il n'y a pas beaucoup d'actifs (argentins) à l'étranger".

La presse évoque pêle-mêle, parmi les actifs pouvant faire l'objet d'une saisie, les réserves de changes du pays, les salaires de ses diplomates ou les remboursements effectués au FMI. Les juristes soulignent toutefois que les activités commerciales de l'Etat argentin à l'étranger devraient être les premières visées, comme la succursale new-yorkaise de la banque publique Banco Nacion. Toute demande de saisie devra être notifiée au tribunal de New York.

Lors de sa dernière audience, le juge Griesa avaient demandé aux deux parties d'identifier les actifs argentins susceptibles de faire l'objet d'une saisie aux Etats-Unis. "Je ne m'imagine pas que l'Argentine ait beaucoup de propriétés commerciales. Ce n'est ni General Motors, ni Sony", avait-il alors lancé.

De son côté, le Fonds monétaire international a approuvé il y a quelques jours le déboursement d'une tranche de 358 millions de dollars d'une ligne de crédit d'un total de 13,3 milliards de dollars accordée en septembre à l'Argentine.

Et ce après avoir passé en revue les progrès en matière de réformes économiques du pays